

---

# Le mois

---

## Victoire d'Obama : leçon pour les gauches d'Europe

---

ISABELLE FERRERAS

Depuis l'élection de Reagan en 1982, les États-Unis constituaient un repoussoir pour la gauche démocratique européenne. Malgré quelques moments d'espoir trop vite déçus — la victoire de Bill Clinton en 1992 —, la société américaine offrait en effet le spectacle d'un pays aux prises avec une démocratie aux institutions confisquées par le pouvoir de l'argent, une révolution conservatrice obscurantiste, une liste de régressions sociales sans fin. La prise de pouvoir de G.W. Bush en 2000 a achevé de « parfaire » le tableau en détricotant le peu d'idéal progressiste qui semblait encore survivre dans ce pays : règne de la loi du plus fort érigée en religion nationale, baisse des contributions des plus riches, redistribution malingre, minimalisation des fonctions de l'État, violence, guerre et torture élevées au rang de moyens légitimes de gouvernement, inégalités et pauvreté comme faits sociaux normaux.

Une leçon mérite d'être aujourd'hui tirée. Elle a trait à la complexité du projet démocratique et renvoie la gauche européenne à ses travaux. Durant ces trente dernières années, celle-ci s'interrogeait : que diable faisaient les progressistes américains ? où étaient-ils passés ? inefficaces ? inadaptés ? incapables ?

Finalement, la question avait le don de rassurer. Car tout allait beaucoup mieux sur le Vieux Continent. Un continent européen qui, lui, avait de « vraies traditions » ouvrières, socialistes, solidement ancrées, contrairement à ce pauvre Nouveau Monde qui n'avait jamais lu Marx jusqu'au bout. Et la gauche européenne de se trouver toute rassurée de porter ses partis au pouvoir ici ou là, en coalition ou pas, de voir ses organisations syndicales tolérées... Et si l'histoire était plus complexe, et un rien moins charmante pour la gauche du Vieux Continent ? Et si la scène politique américaine devait nourrir la réflexion des gauches d'Europe ?

Que s'est-il passé aux États-Unis ? Rappelons-nous. Après la Grande Dépression des années trente, l'idée que l'État doit jouer un rôle crucial dans la construction d'une société et d'une économie saines s'est imposée. Le compromis social-démocrate, comme l'appellent les Européens, fondé sur la doctrine économique keynésienne, justifia alors une imposition harmonisée au niveau de l'État fédéral américain, des dépenses publiques et une fonction redistributive fortes. Ce rôle clef de l'État s'imposa entre autres grâce à la mise en œuvre, avec succès, du New Deal de F.D. Roosevelt entre 1933 et 1936.

Cette période dramatique marque profondément les esprits de la droite américaine. Celle-ci se lance dans la bataille des idées et débute un travail intellectuel et militant de plusieurs décennies, qui engendrera la fondation de l'American Enterprise Institute (1943) avant celles des Heritage Foundation (1973) et Cato Institute (1977). Le tout forme une pyramide de *think-tanks* de droite, promouvant l'idée du « gouvernement limité », des libertés individuelles avant tout, de la liberté d'entreprendre sans entraves et du nationalisme américain couplé à une défense nationale « agressive ». Ces *think-tanks* travaillent au corps le personnel politique républicain et son électorat via des relais médiatiques de plus en plus solides et contribuent aux succès électoraux du parti républicain, de Reagan à G.W. Bush.

Si la gauche américaine entame une longue traversée du désert au début des années septante, c'est que les efforts entamés trois décennies plus tôt par ses adversaires portent leurs fruits. À cet instant, la contre-offensive idéologique menée par l'alliance des néolibéraux et des néo-conservateurs est déjà trop puissante que pour être endiguée. Elle déploiera ses effets durant trente ans, jusqu'à la lamentable fin de règne de G.W. Bush.

#### Rebâtir un projet social-démocrate

L'agenda politique du candidat Barack Obama est l'héritier, en ligne directe et en miroir, de cette histoire d'hégémonie idéologique. Il y a dix ans, quand il se présente aux électeurs de Chicago, Obama est soutenu par la frange la plus progressiste des démocrates américains. Il défend un agenda opposé au *mainstream* idéologique de l'époque : programme de sécurité sociale sérieux pour partager la richesse, investissement public dans l'éducation et la santé, représentation syndicale dans les entreprises — entre autres. Certes, aujourd'hui, parlant à toute l'Amérique, son discours s'est quelque peu arrondi. Mais ces traits fondamentaux perdurent :

une théorie du rôle de la puissance publique restaurée dans sa capacité à jouer un rôle redistributif et industriel, à l'opposé de la doctrine de la droite américaine. Il y a huit et quatre ans, les candidats démocrates Gore puis Kerry n'ont jamais osé articuler de tels principes. Aujourd'hui, il n'y a plus « photo » : les Américains ont fait confiance à Obama pour restaurer l'économie, pas à McCain.

Serait-ce une question d'image ? De candidat qui saurait *flasher* son sourire craquant au bon moment ? De séances de photo opportunément orchestrées par des stratèges politiques plus doués que ceux du camp d'en face ? Certes, cela compte. Mais le fond du renversement de situation provient bien d'un renversement idéologique soigneusement préparé par la gauche américaine et ce, depuis de longues années. Le peuple américain a été habitué à entendre d'autres arguments, une autre lecture de la société et de la puissance publique que celle infligée par les républicains et leurs alliés des *think-tanks* régressistes.

Car que faisait la gauche américaine durant ces décennies d'inquiétude pour la gauche européenne ? Elle tirait les leçons de l'offensive des idées conservatrices. Elle organisait un contexte favorable à l'articulation d'un projet démocrate enfin différent de la copie version *light* du programme républicain. Oui, après avoir compris la gravité de l'offensive idéologique à laquelle elle faisait face, la gauche américaine s'est progressivement attelée à une tâche titanesque : elle a réorganisé son tissu militant asphyxié entre un parti démocrate droitisé et des taux d'affiliation syndicale en chute libre (de la création d'Acorn en 1970 à celle de MoveOn.org en 1998 et de Working America en 2003). Elle a poussé le parti démocrate vers la gauche dans le contexte difficile d'un système majoritaire (création du New Party en 1992 et du Working Families Party en 1998). Enfin, elle a rebâti un projet social-démocrate digne de ce nom en démontrant la pertinence de ses propositions au niveau des États et en marquant des victoires locales spécifiques (par exemple, la coordination de la qua-

lification professionnelle dans les bassins d'emploi du Wisconsin coordonnée par le Center on Wisconsin Strategy).

Enfin, après le traumatisme de l'entrée en fonction de G.W. Bush en 2000, alors que la domination des républicains semblait plus inoxydable que jamais, la gauche s'est attelée à formuler sa vision. Elle a cherché à rassembler au travers de nouveaux grands projets toutes les forces possibles d'une nouvelle coalition, au-delà des lignes de partage traditionnelles. Conçu après les attaques du 11 septembre 2001, le projet Apollo Alliance en est l'exemple emblématique. À l'équation du triste succès de Bush : terrorisme, destruction de l'environnement, délocalisation de l'emploi industriel, Apollo Alliance a répondu : indépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole et de terrorisme, sauvegarde de l'environnement et énergies renouvelables, emplois manufacturiers et de service, non délocalisables et syndiqués. Un projet concret et réaliste, idéaliste et ambitieux, proposant dans une même opération durabilité environnementale et création de millions de bons emplois. Les membres de cette coalition sont les plus divers : élus locaux et nationaux, mouvement syndical, mouvement environnemental, Églises de toutes confessions, *green business leaders*, centres de recherche progressistes, mouvements étudiants... Ce n'est pas un hasard si Dan Carol, promoteur de l'Apollo Alliance avec Joel Rogers et Robert Borosage, s'est retrouvé le directeur du programme et des enjeux de la campagne Obama.

Un processus de longue haleine

La force du candidat démocrate est aussi tributaire de ce long travail de préparation. Le fait qu'Obama ait pu reprendre ce type de projet dans son programme et le défendre avec succès ne provient-il pas, en effet, de ce que la gauche américaine, dans un contexte idéologique contraire, labourait le terrain des idées

et sensibilisait les citoyens américains, depuis une date antérieure au présent cycle électoral? Évidemment, la crise financière a accéléré ce travail de maturation. Évidemment, le charisme de Barack et Michelle Obama a fait une réelle différence. Mais qui peut dire ce qu'aurait été la crédibilité — la capacité à être cru — du candidat démocrate sans ce patient travail de réflexion, de proposition et de coalition des gauches américaines? C'est à la gauche européenne de se poser aujourd'hui la question. Car il est à craindre qu'elle ne se trouve aujourd'hui dans le même état de faiblesse idéologique que celui dans lequel se trouvait la gauche américaine des années septante.

Les victoires politiques se préparent sur le long terme. Rassembler ses composantes, articuler une vision cohérente, énoncer des propositions concrètes ambitieuses, et compréhensibles par tous, démontrer son sérieux et son efficacité par des succès locaux : voilà qui a contribué à la victoire d'aujourd'hui. Et si les gauches d'Europe s'inspiraient, une fois n'est pas coutume, des États-Unis... ■

Une version courte de cet article a été publiée dans *Le Soir* du 7 novembre 2008

---

## Lettre à mes amis belges (II)

---

PHILIPPE VUYLSTEKE

« La lumière au bout du tunnel, n'est pas celle du jour, c'est le train qui approche », disait un commentateur économique américain, après l'approbation par la Chambre des représentants d'une bouée de sauvetage de 700 milliards de dollars pour les banques américaines, le 3 octobre dernier.

Il y a environ un an, j'ai écrit une « Lettre à mes amis américains » dans laquelle j'essayais de prévenir mes proches, de ce côté-ci de l'Atlantique, de la venue prochaine d'une seconde grande dépression, peut-être pire que celle de 1929. Je suis très reconnaissant aux éditeurs de *La Revue nouvelle* d'avoir publié une traduction

de cette lettre dans l'édition de janvier 2008. Je suis beaucoup trop absorbé par mon travail de médecin dans une petite ville de l'État de New York et la Belgique me manque. *La Revue nouvelle* me permet de soigner mon mal du pays. Je me suis donc décidé à écrire une brève suite à l'article de janvier.

Comme l'homme qui se trouve dans un tunnel et voit s'approcher un train, je reconnais que j'ai peur. J'ai peur de ce qui va arriver. Je me vois confronté à un monde au bord d'une nouvelle conflagration. Première grave erreur de ma part : j'habite aux États-Unis, et mon pays d'adoption est au centre de la tourmente. Il n'y aura pas de guerre, mais les temps qui viennent vont être très difficiles. Je pense que la souffrance du peuple américain dans les prochaines années pourrait être plus sévère que celle qu'il a connue durant la grande dépression des années trente.

Les États-Unis sont ruinés financièrement. Par sept ans de guerre en Irak et en Afghanistan, dont le coût total (prévisionnel) est maintenant estimé à 2 à 3 trillions de dollars. Par cinquante ans d'abus de la part d'un tout-puissant complexe militaro-industriel qui pousse toujours plus haut les dépenses de défense. Par le maintien d'un empire de sept cents bases militaires dans le monde. Par l'autodestruction de son tissu industriel provoquée par le transfert massif des usines vers les pays à main-d'œuvre bon marché. Et surtout par une culture de consommation à outrance qui a été rendue possible par la puissance de sa monnaie, établie dans les années quarante et cinquante.

La puissance du dollar a permis aux Américains de vivre au-dessus de leurs moyens depuis plusieurs décennies. La consommation américaine est financée par les Chinois et tous les pays qui ont un excédent commercial avec les États Unis. Il y a même eu une accélération de cette tendance durant la présidence de George W. Bush avec l'expansion d'une bulle immobilière (pour plus de détails, lire ma lettre dans l'édition de janvier).

La bulle a explosé, l'immobilier est en chute libre, des millions de ménages sont menacés, ou ont déjà fait l'objet d'une saisie d'immeuble hypothéqué, et les banques prêteuses sont sur les genoux.

Je suis atterré de voir que deux banques belges et plusieurs autres banques européennes sont au bord de la faillite pour des raisons au moins indirectement liées au risque pris avec l'immobilier américain. Je pense toutefois que le risque pris par les Européens dans la bulle américaine est limité et que la tourmente, après une période de très sévères turbulences, va s'apaiser en Europe. Cela pourrait être pire en Grande-Bretagne, qui a vu sa propre bulle immobilière exploser récemment.

Aux États-Unis, la plupart des grandes « banques d'affaires » (Bear Stearns, Lehman Brothers, Merrill Lynch, Morgan Stanley) ont fait faillite ou ont été rachetées. Seule Goldman Sachs subsiste et a abandonné son statut de banque d'affaires après avoir perdu une grande partie de sa valeur boursière.

Les prévisions sont que l'immobilier, après avoir perdu 20 % de sa valeur depuis juillet 2006, va continuer à chuter pendant encore au moins un an, entraînant des millions d'Américains dans la faillite. Ce problème ne serait trop grave si les Américains n'étaient pas si profondément endettés, après avoir accumulé des « *homes equity loans* » ou emprunts de consommation assurés par une hypothèque de leur maison. Ne pouvant plus utiliser leur maison comme distributeur automatique de cash, les Américains vont devoir arrêter de consommer. Or la consommation des ménages représente 70 % du produit national brut américain. Et même s'ils voulaient continuer à consommer malgré tout, les banques ne le permettront pas. Les banques ont été « brûlées » si gravement au cours des dernières semaines qu'elles refusent de prêter, sauf à ceux qui jouissent du meilleur crédit. Les prévisions sont que plus de mille banques régionales vont faire faillite dans les prochains mois.

Les entreprises arrivent à peine à trouver l'argent pour les salaires et le renouvellement des stocks. Elles renoncent à investir. Le chômage explose et il devient de plus en plus difficile de manipuler les chiffres et prétendre que l'économie est toujours en croissance (référence à ma lettre de janvier pour une description de cette manipulation des chiffres officiels).

Le château de cartes qu'est l'économie américaine est en train de s'écrouler sous mes yeux. Le programme d'aide de 700 milliards de dollars aux banques, qui suit plusieurs centaines de milliards d'intervention pour sauver les géants de l'immobilier « Fannie et Freddie » ainsi que d'autres banques et sociétés d'assurance (AIG), va peut-être permettre de débloquer un peu la paralysie du crédit que nous vivons pour le moment. Mais cela ne suffira pas pour rendre la confiance aux banques. Cette confiance ne reviendra que quand la valeur de l'immobilier aura atteint son nadir... dans plus d'un an. Et il faut moins d'un an pour qu'un château de cartes ne s'écroule.

Le problème supplémentaire est que l'énorme afflux d'argent par l'État fédéral américain pour sauver les banques (plus de 1,2 trillion de dollars à ce jour) est une terrible source d'inflation. Certains économistes qui habitent à Washington plaisantent qu'ils n'arrivent pas à dormir « à cause du ronflement continu de la planche à billets de la Réserve fédérale qui s'entend à plusieurs kilomètres ».

Le risque réel est que l'Amérique pourrait se trouver dans une dépression du type de celle que connut la République de Weimar dans les années vingt ou le Zimbabwe en 2008, avec une hyperinflation et une monnaie qui ne vaut plus rien.

Sombres prédictions... Une fois encore j'espère que je me trompe, mais je ne trouve rien de positif à rapporter.

Pourtant, si je prends du recul, je me dis que la chute de l'Empire américain et une déstabilisation de l'économie mondiale ne sont pas la pire chose qui pourrait nous arriver. Peut-être que le

pire serait de continuer le train-train quotidien. Le pire serait de voir les Américains continuer à acheter leurs gros 4 x 4 polluants et cracher dans l'atmosphère 25 % des gaz à effet de serre mondiaux. Le pire serait de voir les Chinois continuer leur modèle de développement actuel, en partie au service de la consommation américaine.

Le pire serait de voir notre planète devenir lentement inhabitable et de ne rien faire.

Peut-être cette crise a-t-elle un sens, après tout. ■

---

## Automne 2008, des rendez-vous et des promesses à la pelle

---

BENOÎT LECHAT ET FRANCISCO PADILLA

Mardi 21 octobre 2008. À Strasbourg, Nicolas Sarkozy, président de la République française et président en exercice de l'Union européenne, présente devant le Parlement européen les conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre consacré à la réponse que l'UE doit apporter à la crise financière mondiale.

Il y a un peu d'électricité dans l'air, comme si le Parlement attendait quelque chose d'important. Théâtral et grandiloquent, le président français semble réellement persuadé d'avoir rendez-vous avec l'Histoire. « L'Europe doit porter l'idée d'une refondation du capitalisme mondial [...]. Nous devons porter l'idée d'une nouvelle régulation. L'Europe doit proposer ses idées et elle les proposera. D'abord, [il faut] qu'aucune banque qui bénéficie de l'argent des États ne puisse travailler avec des paradis fiscaux. Qu'aucune institution financière, Monsieur le Président [du PE], ne puisse travailler sans être soumise à une régulation financière. »

L'un des plus illustres représentants d'une droite européenne jusque-là décomplexée et triomphante, au pouvoir dans vingt-trois des vingt-sept États membres de l'UE, tient des propos dignes d'une réunion d'Attac. Un tonnerre d'applaudissements salue la fin de son intervention.

Presque ému, Martin Schultz, le président du groupe socialiste au Parlement européen, invite Nicolas Sarkozy à rejoindre sa formation, le Parti socialiste européen, tant les propos du président français lui semblent proches de ses idées.

Le lendemain, rapide retour à la normale. Toute la droite — libérale et chrétienne — mais aussi une partie du groupe socialiste rejettent des amendements demandant un renforcement de la lutte contre les paradis fiscaux.

En cet automne 2008, il pleut des promesses comme des rendez-vous avec l'Histoire, des basculements, des fins d'époque, des « plus rien ne sera jamais comme avant ». On dit même que le libéralisme est à genoux et que le capitalisme ne perd rien pour attendre. Frétillements de retournement de conjoncture politique pour certains ou annonce de jours plus durs pour tous?

Selon la Commission européenne, le déficit budgétaire de la Belgique devrait atteindre 0,5 % du PIB en 2008 avant de se creuser à 1,4 % en 2009 et 1,8 % en 2010. Dans son programme de stabilité 2008-2011, élaboré avant la crise financière, le gouvernement belge misait sur un excédent de 0,5 % du PIB en 2009 et plus prudent, le gouvernement Letermé a parié sur un équilibre au bout de l'exercice. Mais avec quelles recettes?

Même les adeptes de la « *goed bestuur* » admettent la bouche en cœur que les opérations « one shot » de sinistre réputation sont acceptables en périodes de crise. Et, qui, jusque dans l'opposition la plus remontée, oserait jurer désormais qu'il n'y recourra jamais?

Fin d'époque: le sauvetage des banques belges marque la fin d'une période ininterrompue de quinze ans de baisse de la dette publique. En 1993, elle représentait encore l'équivalent de 137 % du PIB belge, avant de régresser jusqu'à 83,9 % du PIB en 2007. Les débâcles des Fortis (la queue d'une vieille comète baptisée Société Générale de Belgique), Dexia (la banque dont le dividende fit respirer les budgets d'Anvers, Charleroi et Schaerbeek...) Ethias (« la Smap vi-

vra ») et KBC (le porte-avions de la Flandre économique) coûtent (provisoirement?) l'équivalent de 5 % du PIB. L'endettement belge devrait remonter à 86,5 % en 2008, avant de descendre légèrement à 86,1 % en 2009 et 85,6 % en 2010.

Et du coup, un débat pourrait avoir réellement lieu sur la question de savoir s'il faut se dépêcher de revendre (one shot?) ou si l'État belge doit vraiment passer à l'acte et profiter de la circonstance pour bannir réellement toute coopération de ses nouvelles acquisitions avec des paradis fiscaux? Qui donc, en Belgique, tiendra la promesse de Sarkozy? ■

---

## **Le libéralisme a le capitalisme qu'il mérite**

---

OLYEKA DEMUGIR

Le libéralisme européen (continental) a permis l'éclosion d'un capitalisme doctrinaire, une forme différente de celui que l'on retrouve outre-Atlantique, où il se teinte de pragmatisme. Le mérite de ce dernier est que lorsqu'un problème se déclare, s'ensuit rapidement une crise; et des solutions sont aussi vite imaginées, de manière à tourner la page et à renouer avec le plein-emploi. En Europe, parce qu'on ne veut pas polluer le capitalisme d'éléments qui feraient tache au tableau, les crises peinent à éclater; elles mijotent subrepticement et mettent beaucoup de temps à se manifester. Par la suite, réticents à intervenir, les décideurs n'accouchent que dans la douleur de solutions. Ou plutôt, c'est la gravité de la crise elle-même qui leur extorque une réaction, généralement sous-optimale du fait des problèmes de coordination entre les États membres.

Si la crise économique et financière, et bientôt sociale, tire ses racines du marché des subprimes américain, qui est relativement étroit, force est de constater que l'UE semble plus affectée encore que les États-Unis, même si le ralentissement prend des formes moins brutales (des millions d'Américains ont perdu leur maison) grâce

notamment à l'État providence.

Pourtant, les Européens se sont évertués à persévérer dans l'erreur car, neuf mois après le début de la crise, alors que les prévisions de croissance étaient déjà revues à la baisse (et que l'inflation grimpeait à un niveau jamais observé depuis une génération), les chefs d'État et de gouvernement décidèrent, sur proposition de la Commission européenne, de ne pas changer d'un iota les orientations de la politique économique et sociale (stratégie de Lisbonne). Le statu quo coûtera finalement plus d'un million d'emplois non créés en 2008 et 2009. Mais cela peut se comprendre à la lumière du constat fait par les économistes de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Selon eux, « contrairement à celle des États-Unis, la politique macroéconomique de la zone euro n'a pas pour but de maintenir la croissance face aux chocs internes ou externes, mais de montrer sa rigidité afin de contraindre les peuples à s'adapter à la mondialisation. Selon cette approche, le soutien de l'activité par une politique macroéconomique expansive est improductif : les peuples doivent comprendre qu'ils n'ont d'autre choix que d'accepter un fonctionnement plus libéral de l'économie<sup>1</sup> ».

À l'automne, la sortie du tunnel s'éloignait à mesure que les institutions bancaires chutaient les unes après les autres comme des dominos, entraînant dans leur sillage d'autres secteurs, et le statu quo s'avéra intenable.

Sur insistance de la Belgique, soutenue par d'autres gouvernements, le Conseil européen des 15 et 16 octobre 2008 reconnut — certes du bout des lèvres — qu'il fallait examiner les répercussions de la crise sur l'emploi et, le cas échéant, décider de mesures. Mais, on en vint vite à presque regretter ce revirement tardif car c'est l'accélération des réformes structurelles qui figurait en première place des réponses envisagées par le Conseil. Dans le langage européen,

ce vocable de « réformes structurelles » désigne les libéralisations, les réformes dans le secteur de la santé, mais aussi le renforcement de la flexibilité du marché du travail, mesures censées rendre l'économie plus résistante. Retour donc au fameux paradigme européen<sup>2</sup>.

#### La comptabilité, grille de lecture capitaliste

Le Conseil européen a pointé la volatilité excessive des résultats des institutions financières induite par les nouvelles normes comptables dites « IAS/IFRS ». Pourtant, dès leur origine, certains doutaient très fortement de leur adéquation au système européen. Ainsi, le très sérieux et libéral *Financial Times*, dans un article du 17 octobre 2005<sup>3</sup>, relevait que « la majorité des anciens systèmes comptables avaient été conçus en Europe pour répondre à des besoins fiscaux, légaux ou réglementaires. Les normes IFRS en diffèrent de manière significative dans la mesure où elles sont créées pour répondre aux besoins des marchés financiers. Elles visent à donner aux investisseurs de l'information pertinente pour valoriser les entreprises et exiger plus de précision, et pour ce faire, [imposer] une utilisation généralisée de la "fair value", synonyme de la "valeur de marché". [Or] la valeur de marché d'une entreprise calculée en l'absence d'un marché actif risque de ne pas être un indicateur fiable [et] menace de rendre les résultats plus volatils et d'irriter les investisseurs car les revalorisations devront se refléter dans le résultat des entreprises ». Trois ans plus tard, l'histoire donnait raison au *Financial Times* : l'accélération des difficultés rencontrées par les banques s'explique en bonne partie parce qu'elles détiennent des actifs qui, dans une situation

1 OFCE, « Emploi des seniors : les leçons des pays de réussite », *Revue de l'OFCE*, juillet 2008.

2 De la même manière, on se souvient que le président de la Commission, J.-M. Barroso, avait expliqué le "non" français au référendum sur le Traité constitutionnel par la lenteur des réformes structurelles et que pour sortir des ornières, il fallait en accélérer le rythme !

3 B. Jopson, « Is a clear picture of corporate health being obscured by new accounting rules? », *Financial Times*, 17 octobre 2005.



de panique sur les marchés et de tarissement des prêts interbancaires, sont délaissés par les investisseurs, qui se réfugient plutôt dans des valeurs comme l'or. La valeur de ces actifs diminue rapidement. En vertu du principe de la « fair value », le bilan des banques doit être réajusté pour tenir compte de cet effet si bien qu'en définitive, leur valeur globale est plombée ainsi que leurs cours boursiers.

Les fameuses normes comptables sont rédigées au sein de l'International Accounting Standard Board (IASB). Neuf de ses membres sur quatorze sont issus de pays où le capitalisme anglo-saxon est de mise. Le rapport des forces n'est donc clairement pas en faveur des pays de l'Europe continentale. Par ailleurs, selon Stig Enevoldsen, président du Groupe consultatif européen sur le rapportage financier, les délégués européens ont peut-être été trop loin pour décrocher un compromis. Il se demande même si les Européens n'auraient pas dû concevoir leurs propres règles plutôt que de chercher une convergence internationale. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé. En effet, au début des années septante, la Commission avait cherché à convaincre les États membres de la pertinence d'aller dans cette direction. Mais elle dut jeter l'éponge en raison de l'obstruction de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, qui refusaient de lâcher le moindre morceau de leur système pour aboutir à un corpus de normes propres à l'Europe.

#### Quand McCreevy vantait les IAS/IFRS...

Ensuite, la prise de conscience de la mondialisation des entreprises et la volonté de contourner le désaccord intra-européen ont conduit à confier l'élaboration de ces règles à une instance internationale, l'idée étant que cela faciliterait les activités transnationales au sein de l'Europe, mais aussi aux États-Unis ou au Japon puisque tout le monde se référerait aux mêmes normes... En mars 2007, le commissaire McCreevy, responsable de ce dossier, affichait un enthousias-

me débordant à l'égard des normes IAS/IFRS : « Il y a quelques années, l'UE était confrontée à une situation où les pratiques de rapportage financier s'inscrivaient en décalage avec notre volonté de bâtir un marché financier européen intégré. Nous avons repensé notre approche et décidé d'adopter les normes IAS. Cette décision fut audacieuse et visionnaire. [...] Je suis très heureux de pouvoir dire aujourd'hui que leur mise en œuvre s'est bien passée. Les premières études relatives à leur application ont montré que globalement la qualité des comptes financiers a été améliorée<sup>4</sup>. »

Quel contraste avec l'appel du Conseil européen d'octobre 2008 à réévaluer la situation et l'impact des normes ! Cependant, les chefs d'État et de gouvernement pourraient presque passer pour des dilettantes car ils ont oublié un autre élément du registre comptable : la pratique de la publication trimestrielle des comptes financiers. Au fil des ans, les entreprises ont pris cette habitude afin d'alimenter les marchés avec l'information la plus fraîche qui soit. Les marchés peuvent y réagir de manière assez brutale, poussant les cours des actions exagérément vers le haut, mais plus souvent vers le bas. De la sorte, la stratégie des entreprises dépend du calendrier des marchés et doit donc s'inscrire dans un horizon de court terme. Depuis 2005, la US Chamber of Commerce<sup>5</sup> a mis régulièrement en garde contre les menaces de cette pratique sur la compétitivité américaine car elle braque les regards sur le court terme et les détourne de la recherche et développement, qui est un processus aux résultats incertains, mais à la base de la compétitivité de long terme. Elle appelle donc les entreprises à abandonner cette habitude. Rien de moins.

4 Charlie McCreevy, « On the road towards convergence and equivalence – State of play in international accounting », 6 mars 2007.

5 <[http://www.uschamber.com/press/peeches/2005/051130tjd\\_wallstreet.htm](http://www.uschamber.com/press/peeches/2005/051130tjd_wallstreet.htm)>.



## Une UE volontariste, mais amnésique

Le Conseil européen a convoqué un sommet dont la date a entre-temps été fixée au 15 novembre et dont l'objectif n'est ni plus ni moins que de mener « une réforme réelle et complète du système financier international » et de « prendre rapidement des décisions ». Ce sommet mettra autour de la table les pays du G20 (les puissances occidentalisées du G7 ainsi que les pays émergents). Ce premier pas révèle une ambition et un volontarisme de l'UE qui ne lui sont pas habituels. L'élan peut être encouragé par le renoncement des Américains à la condescendance avec laquelle ils traitaient habituellement la Vieille Europe. En témoigne le plan Paulson, amendé pour être mis à la sauce européenne, le plan de la zone euro mis au point le 11 octobre ayant convaincu par sa crédibilité.

Mais on aurait aimé que l'UE balaie aussi devant sa porte en commençant par repasser sa propre architecture financière au crible. Celle-ci est articulée autour du plan d'action sur les services financiers (PASF) approuvé en 1999 et qui consiste en quarante-deux mesures pour intégrer les marchés financiers et abaisser le coût du crédit. On ne peut d'ailleurs que s'étonner du fait qu'aucune de ces mesures ne concerne la supervision des grandes banques. Si l'on recense près de huit mille banques actives en Europe, quarante-quatre percent des services transfrontaliers dans au moins dix pays et concentrent deux tiers des actifs ! Comme on l'a vu avec la crise, les superviseurs restés nationaux se sont pris les pieds dans leurs liasses de « Memorandums of Understatement » censés organiser les modalités de coopération entre eux. Heureusement, la Banque centrale européenne est intervenue pour pallier leur déficit d'efficacité. Cela dit, il reste invraisemblable que cet aspect de la supervision transnationale ait, probablement par négligence, été ignoré au cours des dernières années alors que les travaux de dépoussiérage de l'UE depuis la Convention sur l'avenir de l'Europe au traité de Lisbonne avaient notamment pour objectif d'en améliorer

les performances sur les plans institutionnel et économique.

On notera qu'à l'époque, le commissaire Bolkestein, chargé du marché intérieur et des services financiers (qui, par ailleurs, mobiliserait une bonne partie de l'Europe contre lui en raison de la directive portant son nom) avait « vendu » son plan aux États membres en leur assurant que sa mise en œuvre stimulerait les investissements (+ 6 %), le PIB (+ 1,1 %) et l'emploi (+ 0,5 %). Cet enthousiasme tranche avec l'évaluation faite par *De Financieel Economische Tijd*, selon laquelle la crise coûterait au Belge moyen 7 300 euros depuis juin 2007.

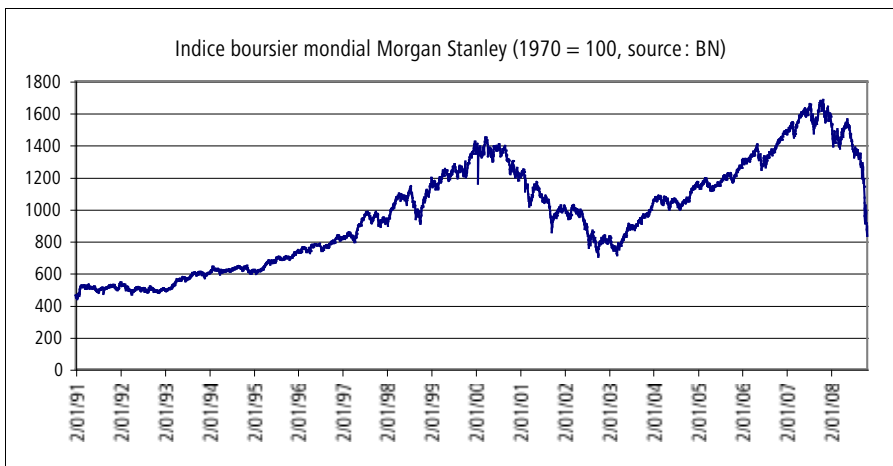
## En route vers la déflation ?

Aucune des places boursières n'a résisté à la tempête qui sévit depuis l'été 2007. Leur plongeon s'est accéléré lorsque les autorités américaines ont « lâché » la banque Lehman Brothers pour en faire un exemple, pour montrer que la prise de risque inconsidérée ne resterait pas impunie. C'était la fessée que les responsables politiques voulaient administrer aux irresponsables financiers.

Entre janvier et la fin octobre, ce sont pas moins de 25 000 milliards de dollars qui sont partis en fumée, soit la valeur produite chaque année aux États-Unis et dans l'UE. La situation est telle que, pour la première fois depuis 1976, le FMI doit débloquer des fonds pour secourir un pays « développé », l'Islande, le numéro un du classement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en fonction de l'indice de développement humain ! Outre la Bourse de Reykjavik, qui a perdu 94 % de sa valeur depuis janvier, d'autres places boursières ont presque disparu (celle de Moscou a perdu 72 % comme celle de Bucarest)<sup>6</sup>.

Un indice calculé par la banque d'affaires Morgan Stanley synthétise la santé de l'ensemble des places boursières. À la fin octobre, cet

<sup>6</sup> *Le Monde*, 26 au 26 octobre 2008.



Indice était revenu au même niveau qu'à la mi-août 2003, au début juillet 2002 ou... mai 1997. Ainsi, en dépit de l'envolée des pays émergents, de la généralisation des nouvelles technologies de l'information et de la consommation et de l'empreinte toujours plus forte de la mondialisation, c'est comme si nous étions revenus onze ans en arrière. Doit-on en conclure qu'il y aurait un plafond et qu'il est encore imperceptible ?

Cette année a été marquée, outre par la crise, par la résurgence de l'inflation. Avec un taux frôlant les 6 % durant l'été en Belgique et dépassant les 4 % dans la zone euro, c'est un retour qui n'avait plus été observé depuis vingt-cinq ans en Belgique et même jamais observé ailleurs.

Pourtant, il se pourrait bien que d'ici une année, et contre toute attente, on doive se préoccuper pendant quelque temps du problème opposé : la déflation. En effet, en trois mois (juillet-octobre), le pétrole a perdu la moitié de sa valeur. Les cours des matières premières, y compris alimentaires, ont aussi fortement reflué. Dans le climat de grande incertitude que nous connaissons, les ménages restreignent leurs dépenses de consommation et les entreprises postposent leurs projets d'investissements. La construction tourne au ralenti et les restructurations vont faire augmenter le taux de chômage. Les

gouvernements ont une marge de manœuvre budgétaire d'autant plus réduite qu'ils doivent secourir les banques. Bref, tous les leviers de la demande sont bridés et les marchés sont en berne. L'expérience du Japon montre que le piège de la déflation peut se refermer très rapidement, prenant de vitesse les responsables de la politique économique. S'il est urgent d'apporter des réponses à la crise, il ne faut pas sous-estimer le risque que des réponses mal ciblées puissent rendre crédible ce scénario de la déflation. Il en va ainsi de l'accent mis sur les réformes structurelles dans les conclusions du Conseil européen d'octobre. La vigilance reste de mise. ■

## Élections sociales entre confirmations et ruptures

PIERRE BLAISE

La cuvée 2008 des élections pour le renouvellement des comités pour la prévention et la protection au travail (CPPT) et des conseils d'entreprise (CE) a donné lieu à des commentaires enthousiastes de la part des principaux protagonistes, qui y ont tous vu des motifs de satisfaction, chacun chaussant les lunettes munies des verres grossissants qui lui conviennent.

Les élections sociales se sont déroulées du 5 au 18 mai dernier dans quelque 6 600 entreprises du secteur privé comptant au moins cinquante travailleurs (pour les CPPT; 3 400 entreprises de plus de cent travailleurs pour les CE). Leur enjeu premier est l'élection des représentants des travailleurs dans les deux organes de consultation de l'entreprise. L'enjeu dérivé est de mesurer l'état du rapport des forces entre les organisations syndicales et son évolution au cours des dernières années<sup>1</sup>. Près de 1 600 000 travailleurs ont été invités à participer. Ce chiffre impressionnant ne doit pas dissimuler que de nombreux travailleurs ne sont pas concernés par les élections sociales (ceux du secteur public<sup>2</sup>, ceux occupés dans des entreprises de moins de cinquante travailleurs, ceux du secteur du bâtiment, les chômeurs et les prépensionnés, ainsi que les travailleurs actifs dans des entreprises où le scrutin n'est pas organisé, faute de candidats ou de listes concurrentes) de sorte que les résultats ne reflètent qu'une partie (environ un tiers) du monde du travail.

Si l'élection est avant tout celle de candidats, donc de collègues des électeurs, à un mandat de représentant au CPPT ou au CE, les organisations syndicales l'encadrent et mettent en avant les thèmes généraux qui leur sont chers au moment où la campagne a lieu. On ne s'étonnera dès lors pas que le pouvoir d'achat ait retenu l'attention des trois organisations à l'occasion du dernier scrutin, à côté d'autres thématiques comme le stress au travail, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les fins de carrière, etc., chacune insistant sur un aspect ou l'autre, en fonction de ses sensibilités. Ces thèmes ont été mis en avant au cours d'une campagne où les acteurs se sont engagés à ne pas utiliser de gadgets et à limiter les dépenses.

1 Voir « Les élections sociales en ligne de mire », *La Revue nouvelle*, n° 3, mars 2008, p. 9-12.

2 En raison des caractéristiques propres à la concertation sociale dans les services publics, il n'y a pas d'élections sociales dans ce secteur alors qu'elles sont organisées dans les écoles et institutions sociales et de santé *libres*, que l'on appelle parfois les « services publics fonctionnels ».

## Une participation en recul

Dès lors qu'elles réunissent les critères fixés par la loi, les entreprises sont tenues d'organiser des élections sociales. En revanche, à la différence de ce qui prévaut lors des élections politiques, l'exercice du droit de vote est facultatif pour les travailleurs-électeurs. Aucune obligation légale ne leur impose de prendre part au vote. Ce qui n'empêche qu'une pression sociale puisse s'exercer sur les lieux de travail pour stimuler l'exercice du droit électoral. Les dirigeants, tant politiques que syndicaux, déploient eux aussi de nombreux moyens pour susciter la participation (« passive » comme électeurs et plus encore « active » comme candidats).

Le taux global de participation « passive » dans les entreprises où les élections ont eu lieu s'élève à 72,4 %<sup>3</sup> et c'est 4 % de moins qu'en 2004. La diminution la plus forte est observée au sein de la catégorie des jeunes travailleurs, qui ont déjà tendance à participer le moins au scrutin; désormais, moins de la moitié des jeunes occupés dans des entreprises organisant des élections sociales (et dans lesquelles ils sont au moins 25 pour former un collège spécifique<sup>4</sup>) se déplace pour voter. Ils ne sont en effet plus que 42,5 %; quatre ans auparavant, ils étaient 52,4 %. Ce sont les ouvriers qui demeurent les plus nombreux, 82 % d'entre eux votant, tandis que les employés ne sont plus que 67,2 % à participer. Les deux catégories sont en recul, mais celui-ci est plus prononcé chez les employés (- 5 %). Dans les collèges propres aux cadres (pour l'élection des CE), la participation est également en recul et n'est plus que de 52,8 % (- 6 %).

3 Nous basons notre analyse sur les résultats officiels publiés par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, résultats au 15 août 2008, consultés le 30 septembre 2008 à l'adresse <<http://www.emploi.belgique.be>>. À cette date, 97,8 % des résultats attendus sont recueillis, les chiffres manquants concernant des procédures encore en cours, des recours, etc. Sauf exception signalée, les données que nous citons se rapportent aux CPPT.

4 Dans les entreprises où les jeunes de moins de vingt-cinq ans sont moins de vingt-cinq, ils votent avec leur catégorie respective (ouvriers ou employés) sans que l'on puisse distinguer leur taux de participation ou isoler leur vote.

La participation « active », elle, ne décroît pas. En l'absence de chiffres officiels, si l'on s'en tient aux estimations syndicales, le nombre de candidats serait de 131 000, ce qui constitue un nombre jamais atteint auparavant.

#### Un paysage globalement inchangé

Le rapport des forces entre les organisations en présence reste semblable à celui enregistré lors des élections précédentes : la CSC est l'organisation qui, au total de toutes les entreprises concernées, occupe la première place tant au niveau du pays qu'au niveau de chacune des trois Régions. Dans l'ensemble du pays, le syndicat chrétien détient la majorité absolue des voix (53,4 %), tous types d'entreprises confondus, alors qu'il reste juste en dessous dans les entreprises industrielles et commerciales (49,1 %), mais la dépasse très largement dans le secteur non marchand (66,5 %).

Son résultat, la CSC le doit à la position de premier syndicat qu'elle occupe désormais dans les trois Régions. Mais plus encore à la Flandre où elle recueille 57,6 % des suffrages, ce pourcentage allant là jusqu'à 76,3 % dans le secteur non marchand. À Bruxelles, elle occupe la première place depuis plusieurs scrutins et obtient cette fois 47 % des voix, la différence entre entreprises industrielles et commerciales et non marchandes n'étant guère significative. En Région wallonne aussi, dans l'ensemble des entreprises, le syndicat chrétien demeure en tête, avec 48,7 % des voix, la FGTB continuant toutefois à décrocher la majorité absolue dans les entreprises industrielles et commerciales wallonnes (51,2 %).

La CGSLB demeure à distance des autres formations. Frôlant la barre des 10 % dans l'ensemble des entreprises à l'échelle du pays (9,8 %), elle la dépasse dans les seules entreprises industrielles et commerciales ainsi qu'en Région bruxelloise, quel que soit le type d'entreprises (13,9 % en moyenne). Cette région demeure celle où la CGSLB a, proportionnellement, la meilleure audience.

#### Une inversion (modérée) des tendances

Si la CSC peut se montrer satisfaite du maintien de sa position dominante, la FGTB a, quant à elle, un autre motif de satisfaction. Car l'aspect le plus frappant des dernières élections est assurément l'inversion des tendances antérieures. À l'échelle du pays, pour la première fois depuis l'exception de 1983, la courbe des résultats de la FGTB cesse de tendre vers le bas, tandis que celle, croissante, de la CSC est interrompue.

Le mouvement, observé globalement à l'échelle du pays ou des Régions, est assez généralisé, sans être toutefois omniprésent. Mais les variations sont, comme souvent lors des élections sociales, de faible amplitude, ce qui ne permet pas d'en tirer des conclusions étayées, et encore moins des prédictions fiables. Toujours est-il que la FGTB améliore son résultat à l'échelle du pays (36,7 %, soit + 0,4 %), sa progression étant plus forte dans le secteur non marchand (+ 1,5 %) que dans les entreprises industrielles et commerciales. La progression observée au niveau national est surtout due au résultat que la FGTB réalise en Flandre (32,5 %, soit + 1 %) alors qu'elle stagne en Wallonie (45,2 %) et régresse à Bruxelles (38,8 %, soit - 0,8 %). La différence par rapport au scrutin précédent provient donc principalement du secteur non marchand : la FGTB progresse plus qu'en moyenne dans ce secteur en Flandre et en Wallonie (quasi + 2 %), tandis qu'à Bruxelles, elle se maintient à son niveau antérieur (41 %) ; concomitamment, elle recule dans les entreprises industrielles et commerciales bruxelloises (- 1 %).

Pour sa part, le syndicat libéral est en recul (Bruxelles) ou en statu quo (Wallonie, Flandre et pays) dans les entreprises industrielles et commerciales, mais il progresse, dans les trois Régions, dans le secteur non marchand.

Les variations restent toutefois assez faibles, les principales étant celles de la CSC dans le secteur non marchand, dans les trois Régions du pays.

Les élections sociales étant réservées aux organisations syndicales les plus représentatives, seules la CSC, la FGTB et la CGSLB y participent. Sauf dans la catégorie des cadres, pour laquelle un collège spécifique est institué pour l'élection du seul conseil d'entreprise, là où ils sont au moins au nombre de quinze. Dans ces entreprises, des listes maison et des listes de la CNC (Confédération nationale des cadres) peuvent être déposées. Ces dernières ne recueillent que peu de suffrages, vu les conditions mises à leur participation, et ne sont pas comparables aux autres organisations. En outre, le nombre de sièges qu'elles décrochent auprès des cadres tend à se réduire à chaque scrutin. Ainsi, alors qu'elles obtenaient respectivement 223 et 243 sièges en 2004, la CNC et les listes individuelles n'en comptent plus que 185 et 149 en 2008.

Le scrutin social de 2008 s'est donc achevé sur une confirmation, la position dominante de la CSC, et sur une rupture, la FGTB ayant enrayé sa baisse tendancielle. Ce n'est que le deuxième scrutin depuis 1958 au cours duquel on observe une inversion des tendances en voix aux CPPT. Il y a vingt-cinq ans, on avait attribué celle-ci à des raisons politiques (l'attitude de la CSC dans le contexte d'austérité imposée par le gouvernement). Cette fois, on n'est pas en présence d'un facteur explicatif comparable. Étant donné que la FGTB progresse sensiblement dans le secteur non marchand, on peut supposer que c'est son action visant à accroître sa présence, et partant le pluralisme, dans ce secteur où les institutions scolaires, sociales, hospitalières du pilier chrétien sont les plus nombreuses, qui porte ses fruits. ■

---

## Après la libération d'Ingrid Betancourt, retour sur la Colombie

---

FRANÇOIS REMAN

Pendant six ans, comités de soutien, hommes politiques, étudiants, ONG, universités et journalistes se sont mobilisés pour obtenir la libération d'Ingrid Betancourt, enlevée le 23 février 2002 par la guérilla des Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie). Le 2 juillet dernier, celle qui, aux yeux des Européens, est devenue le symbole des droits de l'homme bafoués et de tous les otages détenus en captivité, recouvrait la liberté grâce, selon la version officielle, à une opération de sauvetage habile de l'armée colombienne.

Donnant le la à Nicolas Sarkozy, les médias ont largement couvert cet événement, si bien que, comme le note Denis Siefert, au milieu des embrassades, des effusions et des agenouillements, nous avons presque commencé à nous sentir de trop<sup>1</sup>.

Une fois retombé l'émoi médiatique qui a entouré cette libération, le temps semble venu de dresser un panorama des différents acteurs en présence sur la scène politique colombienne.

---

### Une réalité mal connue des Européens

---

Il n'y a pas lieu ici de revenir en détails sur le parcours d'Ingrid Betancourt. Les journaux ont abondamment expliqué son histoire et son livre. *La rage au cœur* a connu un beau succès dans les librairies. Dans un livre intitulé *Ingrid Betancourt, Histoire de cœur ou raison d'État*, Jacques Thomet, ancien correspondant de l'Agence France Presse à Bogota, a néanmoins entrepris de mettre au jour certains éléments passablement oubliés ou écornés par les grands organes de presse<sup>2</sup>. Il rappelle, entre autres, la place politique que l'ex-otage occupait en Colombie

<sup>1</sup> *Politix*, n° 1010, 10 juillet 2008

<sup>2</sup> S'il fournit des éléments intéressants sur les dessous de « l'affaire Betancourt », l'auteur se retient cependant trop souvent de critiquer la politique du président Álvaro Uribe.

avant son enlèvement. Candidate à l'élection présidentielle, son parti Oxigeno Verde bénéficiait de moins de 0,4 % d'intentions de vote, et n'a d'ailleurs d'environmentaliste que le nom. Sa vie? Fille d'ambassadeur, elle a étudié au lycée français de Bogota et puis à Sciences-Po à Paris, où elle a rencontré Dominique de Villepin, dont elle est restée très proche. Comme le souligne François-Bernard Huyghe, « ses relais sociaux se trouvent plus dans la jet-set que dans le sous-prolétariat andin ». Son enlèvement? Il semble que, loin de l'image véhiculée pendant sa détention, il ait été le résultat d'une succession d'erreurs d'appréciation qui l'ont conduite à se jeter elle-même dans la gueule du loup. Ces omissions, volontaires ou non, confirment et renforcent la méconnaissance des réalités colombiennes par les Européens. Comme l'écrivait María Jimena Duzán dans un article pour le quotidien *El Tiempo*, en 2004: « Peut-être que si nous connaissions davantage les Européens et réciproquement, Ingrid n'aurait jamais écrit ce livre (NDLR: *La rage au cœur*) et n'aurait jamais cru être la Jeanne d'Arc colombienne. Elle se serait limitée au rôle d'une politicienne brillante, intelligente, loquace et terriblement ambitieuse; d'une femme courageuse, dotée d'un sens politique impressionnant, qui pourrait être aujourd'hui plus près du président que beaucoup se l'imaginaient. »

### Le président et les paramilitaires

Álvaro Uribe Vélez provient de la classe moyenne colombienne. Avocat, diplômé de Harvard, il devient président de la République en 2002 et est réélu en 2006 avec 62,2 % des voix, mais avec une abstention de 45 %. Son père, Alberto Uribe Sierra aurait travaillé comme spéculateur foncier pour les narcotrafiquants. Il a été abattu par les Farc en 1983 en raison de ses liens supposés avec les paramilitaires.

Arrivé au pouvoir, il va appliquer la politique de la main de fer à l'encontre des guérillas, avec lesquelles il rompt les discussions enta-

mées sous la présidence d'Andrés Pastrana. Avec les paramilitaires, il adopte une stratégie différente, qui n'a fait que renforcer les accusations de collusion et a mené au scandale de la « parapolitique ».

Créés par l'État sous l'égide de l'armée, les paramilitaires sont apparus dans les années soixante comme éléments d'une stratégie contre-insurrectionnelle pour lutter contre les guérillas des Farc et de l'ELN (Ejército de liberación nacional). Entre 1960 et 1980, ces groupes paramilitaires acquièrent une légitimité constitutionnelle. Ils tirent leur financement des liens qu'ils entretiennent avec les narcotrafiquants et les élites régionales traditionnelles. Celles-ci, de même que l'armée, contrôlent et orientent leurs activités. Mais dans les années nonante, les ressources financières tirées du trafic de drogue offrent aux « paras » la possibilité de se distancier des élites locales et de poursuivre leur propre agenda, incarné par une violence féroce. C'est à cette époque qu'ils se regroupent sous le nom d'Autodéfenses unies de Colombie, AUC.

Philippe Dufort, dans un article publié pour *l'Observatoire des Amériques*, écrit « qu'entre 2000 et 2006, on enregistre près de 20 000 homicides par an en Colombie, la très grande majorité imputable à la violence sociopolitique. Les paramilitaires sont responsables de plus de 60 % de ces assassinats, tandis que 25 % sont attribuables aux guérillas. Ils sont aussi responsables de la grande majorité des 3,5 millions de déplacés par la guerre. Les paramilitaires sont ainsi les principaux artisans de la plus grave crise humanitaire de l'hémisphère, autant par la quantité que par la brutalité de leurs actions<sup>3</sup>. »

Mais à partir de 2002, les groupes armés mettent en place une stratégie d'institutionnalisation et de reconnaissance politique, dont l'objectif premier est de protéger l'immense fortune accumulée auparavant. À travers ces groupes, les élites régionales vont trouver le moyen de se dé-

<sup>3</sup> Dufort, Philippe, « Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie », *Observatoire des Amériques*, octobre 2001, n° 17, <www.ameriques.uqam.ca>.

marquer du pouvoir central qui entreprend des réformes démocratiques et de consolider auto-ritairement leur pouvoir régional. Cette alliance va déboucher sur la naissance d'une multitude de nouveaux partis régionaux, qui obtiendront la majorité des sièges au Congrès, au détriment des deux partis dominants, libéraux et conservateurs. Protégés politiquement, un boulevard s'offre donc aux paramilitaires pour envisager tranquillement une démobilisation militaire en toute impunité. Le 15 juillet 2003, le gouvernement et les AUC signent l'accord de Santafé de Ralito qui inclut un cessez-le-feu unilatéral. Le 27 juillet 2005, le gouvernement approuve la loi Justice et Paix qui devait produire un cadre légal au processus de démobilisation des groupes paramilitaires.

« Cette dernière ne comprenait aucun mécanisme permettant d'assurer des enquêtes minimales sur les graves crimes commis par ce groupe, ni l'application de sanctions et de réparations aux victimes, relève Philippe Dufort. De plus, elle accordait, aux groupes paramilitaires un statut traditionnellement réservé aux armées de libération ou révolutionnaires, plutôt que de prévoir le sort généralement réservé aux groupes paraétatiques contre-insurrectionnels. La loi visait également à contrer la menace d'extradition vers les États-Unis des chefs paramilitaires accusés de narcotraffic. Enfin, elle permettait de légaliser les immenses propriétés et fortunes accumulées par la violence et le narcotraffic. »

L'élection présidentielle de 2006 se profilant à l'horizon, les paramilitaires optèrent pour appuyer la candidature d'Álvaro Uribe, plutôt que de lancer leur propre parti constitué d'anciens membres démobilisés des groupes armés. C'est ici que commence à prendre forme le scandale de la « parapolitique ». Peu à peu, des déclarations, des témoignages et des enregistrements démontrèrent l'étendue des connexions entre les groupes armés et certains parlementaires. Un document appelé « pacte de Ralito », signé entre autres par sept députés, quatre sénateurs et les quatre leaders des AUC, fut remis à la Cour

suprême. Le texte préconisait la création d'un pouvoir en marge de la loi et le renforcement des liens avec les narcotrafiquants. Les enquêteurs ont aussi saisi l'ordinateur de Rodrigo Tovar Pupo (*alias Jorge 40*), chef du bloc Nord des AUC, dont les fichiers ont apporté des preuves concernant les assassinats de syndicalistes et membres de la société civile. Aujourd'hui, on a la preuve que plus de soixante parlementaires ont entretenu des liens étroits avec les paramilitaires. Certains observateurs n'hésitent d'ailleurs pas à accuser Uribe lui-même d'être de mêche avec les groupes armés<sup>4</sup>.

#### Les ravages de la guérilla

---

Les rapports d'Amnesty International sont sans appel pour les deux mouvements de guérilla encore actifs sur le territoire colombien. Les deux cent dix civils tués entre juin 2006 et juin 2007 représentent des violations graves et répétées du droit international humanitaire.

Les Farc sont créées en 1966 sous l'égide du parti communiste pour lutter contre la coalition du Frente nacional qui unit les deux partis traditionnels (libéraux et conservateurs) et exclut les autres partis politiques. La guérilla considère que le peuple est victime des propriétaires terriens et des militaires.

Daniel Pécaut dans un article très complet de la revue *Problèmes d'Amérique latine*, relève qu'« au moment de leur naissance, les Farc élaborent des revendications de réforme agraire qui n'ont rien de révolutionnaire : il s'agit avant tout de permettre l'accès à la terre de ceux qui en sont privés, moins par une redistribution de la propriété existante que par une aide à la colonisation de nouvelles terres<sup>5</sup> ».

4 Voir le livre de Hernando Calvo Ospina, *Colombie. Derrière le rideau de fumée. Histoire du terrorisme d'État*, Le Temps des cerises, Pantin, 2008, 406 pages.

5 Pécaut, Daniel, « Les Farc : réflexions sur leur longévité et leur cohésion politico-militaire », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 68, Printemps 2008.



Après une phase de décrépitude dans les années septante, les Farc retrouvent un nouvel essor et se donnent huit ans pour prendre le pouvoir. La guérilla débloque de nouvelles sources de financement telles que la production et l'exportation de coca, le racket et les enlèvements (trois mille par an en 2000 pour l'ensemble des guérillas).

À la fin des années nonante, l'ensemble des guérillas d'Amérique centrale ainsi que les partis de gauche commencent à s'essouffler. La chute du mur de Berlin les oblige à se questionner au niveau idéologique et pragmatique. M19, EPL, le Front Quintin Lame et une partie de l'ELN se démobilisent. Les Farc et l'ELN continuent le combat et ajoutent à leur agenda politique la dénonciation du tournant néolibéral opéré par le gouvernement colombien. Malgré quelques coups d'éclat, l'action des Farc bute sur une modernisation des forces armées et sur une contre-offensive des paramilitaires.

« Néanmoins, le renoncement des Farc aux opérations militaires d'envergure n'implique [...] pas qu'elles ne continuent pas leur offensive sous d'autres formes, écrit Daniel Pecaut. C'est l'époque où elles arrivent à faire sentir leur action sur plus de la moitié du territoire colombien. C'est aussi celle où elles s'assignent trois autres objectifs précis : affecter l'économie en sabotant les infrastructures, créer des zones libérées et encercler les villes pour s'y implanter<sup>6</sup>. »

En 1998, pour limiter l'extension de la guérilla, le gouvernement d'Andrés Pastrana adopte le « Plan Colombie », financé conjointement par les États-Unis et dont l'objectif premier est de mener une guerre contre la drogue par la destruction des plants de coca. Mais l'aide versée par les États-Unis (5 milliards de dollars entre 1998 et 2003) va très vite être destinée à la modernisation de l'armée colombienne.

Cette nouvelle donne va se faire sentir sur le terrain militaire. Les Farc doivent abandonner certaines zones et revenir à des tactiques de

guérilla plus traditionnelles. Álvaro Uribe, une fois au pouvoir, met sur pied le programme de « Sécurité démocratique », qui met le pays quasiment en état d'urgence permanent et qui, selon Jairo Estrada Álvarez, est « une variante corporatiste de la formule "démocratie libérale et marché libre" qui suppose l'inclusion directe dans le projet politique de couches moyennes et pauvres de la population<sup>7</sup> ».

Malgré les pourparlers entamés sous la présidence Pastrana, les Farc ne parviendront jamais à articuler un discours politique ou à poser des gestes qui leur apportent le soutien de l'opinion publique. Cette dernière accueillera d'ailleurs favorablement le projet ultrasécuritaire et répressif d'Álvaro Uribe, en 2002.

Récemment, en quelques mois, la guérilla a aussi vu disparaître trois de ses leaders historiques : Raúl Reyes, Iván Ríos et Manuel Marulanda Vélez. Il reste à voir maintenant la stratégie qui sera adoptée pour maintenir sa cohésion. Il n'est pas exclu que certains développements politiques voient le jour prochainement et que les Farc s'engagent dans un processus de discussion avec le gouvernement. Hugo Chavez, bouillant président vénézuélien, pourrait jouer un rôle de facilitateur dans ce cadre.

#### Pour une solution démocratique

Dans un appel paru en octobre 2008 dans *Le Soir*, intitulé « Colombie : contre la barbarie ordinaire », un collectif de signataires rappelle que ce pays est avec, le Soudan, celui qui connaît le plus grand nombre de déplacés au monde, que 60 % des Colombiens vivent sous le seuil de pauvreté et que le pays est le théâtre d'injustices sociales et culturelles insupportables.

La solution viendra peut-être du Pôle démocratique alternatif (PDA), constitué en 2003 et dont le candidat Carlos Gravita a récolté 22 % des

6 *Ibid.*

7 Estrada Álvarez, Jairo, « Les pièces du puzzle colombien », dans *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Textuel 2008.

suffrages aux élections présidentielles de 2006. Rassemblant une série de partis allant de la gauche radicale à la social-démocratie, le PDA défend une solution négociée au conflit entre le gouvernement et les Farc, dont il critique la lutte armée. De plus en plus populaire, ce parti, qui incarne une alternative de gauche institutionnelle et démocrate que l'on retrouve dans d'autres pays du continent latino-américain, pourrait modifier les lignes de l'échiquier colombien. ■

---

## Législatives anticipées L'interminable atomisation du champ politique israélien

---

PASCAL FENAUX

Incapable de reconduire le gouvernement de coalition à dominante centriste-travailliste du Premier ministre démissionnaire Ehoud Olmert, la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni jetait le gant le 26 octobre dernier et demandait au président de l'État, son coreligionnaire Shimon Pérès, de convoquer des élections anticipées, prévues pour le 10 février 2009.

Avec la convocation de nouvelles élections anticipées le 10 février prochain, Israël entame un nouveau chapitre d'instabilité, qui sera marqué par une campagne électorale où tous les coups seront permis et durant laquelle le processus diplomatique israélo-palestinien, déjà en lambeaux, devrait prendre encore un peu plus l'eau, si c'était nécessaire.

Depuis l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin par un extrémiste de droite israélien, le 4 novembre 1995, aucun gouvernement israélien n'est parvenu au terme d'une *kadentziya* (législature), le record de gouvernance météorique étant à ce jour détenu par le gouvernement Barak. Pour rappel, à la suite de sa victoire étonnante de mai 1999 sur le Likoud du Premier ministre sortant Binyamin Netanyahou, l'imprévisible ancien chef d'état-major de l'armée Ehoud Barak avait bâti une coalition extrêmement hétéroclite

constituée des travaillistes de l'Avoda, des pacifistes du Meretz, des centristes du Merkaz (un parti qui a depuis lors disparu), des ultraorthodoxes sépharades du Shas, des russophones nationalistes de l'ancien dissident soviétique Nathan Sharansky (depuis lors rallié au Likoud) et, *last but not least*, des religieux nationalistes et coloniaux du Mafdal. Investi par la Knesset en juin 1999, ce gouvernement n'avait pas longtemps résisté à ses innombrables contradictions internes entre partisans et opposants d'un accord de paix israélo-palestinien fondé sur le retrait israélien de la (quasi-)totalité des territoires occupés et colonisés depuis juin 1967, d'une refonte du système électoral israélien, d'une abolition du ministère des Cultes, d'une conscription obligatoire pour les Juifs ultraorthodoxes, d'une extension des droits de la minorité palestinienne citoyenne d'Israël, etc.

Alors que le deuxième soulèvement palestinien des territoires occupés (Intifada d'al-Aqsa) faisait rage depuis la fin septembre 2000 et que sa répression par l'armée israélienne, d'une violence sans précédent, enterrait toute perspective d'un accord de paix, théoriquement programmé pour juin 1999 au plus tard, le Premier ministre Barak avait joué son va-tout en convoquant dès novembre 2000 des élections anticipées, finalement gagnées haut la main par le leader du Likoud nationaliste de droite, Ariel Sharon. S'il renvoie le lecteur neuf ans en arrière, ce retour à l'épisode Barak est néanmoins nécessaire pour rappeler, d'une part, à quel point le système électoral de circonscription unique et à la proportionnelle intégrale rend le champ politique israélien de plus en plus ingouvernable, et, d'autre part, que l'Avoda travailliste ne s'est, semble-t-il, jamais remis de l'assassinat de son ancien dirigeant Yitzhak Rabin.

À la différence des précédents scrutins anticipés, les élections du 10 février 2009 ne sont pas directement (ou si peu) la conséquence d'un conflit de fond sur les enjeux politiques nationaux et internationaux que doit affronter l'État d'Israël. En effet, pratiquement rien n'oppose

les deux partis clés sur lesquels s'est fondée la coalition sortante, le parti centriste Kadima et le Parti travailliste. Si le Parti travailliste ne doit plus être présenté (encore que...), Kadima mérite un bref détour, étant donné que ce sont les soubresauts de ce parti au nom improbable (« En avant ! ») qui sont à l'origine de la nouvelle crise politique.

Les géniteurs du parti Kadima sont, pour la plupart, de ceux que de nombreux Israéliens appellent aimablement des déserteurs (*arikim*). Pour peu sympathique que soit ce terme, il n'en reste pas moins que c'est bien un Ariel Sharon sur le point d'être mis en minorité au sein de son parti, le Likoud, qui avait décidé, en novembre 2005, de faire dissidence et de mettre sur pied un nouveau parti. Initialement appelé *Aharayout Leoumit* (« Responsabilité nationale »), ce parti partageait la plateforme nationaliste du Likoud et démographico-sécuritaire (la séparation ou *hafrada*) de l'Avoda travailliste, tout en prônant une double rupture. Il s'agissait tout d'abord de rompre avec la vision propre au Likoud du Grand Israël et du refus de tout retrait militaire israélien hors de quelque territoire occupé que ce soit. Il s'agissait également de rompre avec la vision de l'Avoda quant à la nécessité de négocier avec l'interlocuteur palestinien le retrait de tout ou partie des territoires occupés depuis 1967. Cette double rupture allait s'incarner en un seul slogan, le désengagement (*hitnatkout*), un désengagement non négocié avec les Palestiniens et ne portant que sur les territoires à « haute concentration démographique arabe » de la Cisjordanie, la Bande de Gaza ayant été évacuée formellement en août 2005.

En fondant Kadima en novembre 2005, Ariel Sharon avait pour ambition de déclencher un « big-bang » (*mappatz gadol*) dans un paysage parlementaire israélien déjà fortement fragmenté et, surtout, de « casser » son « bébé », le Likoud. En effet, le Likoud est né en 1973 de l'activisme politique de militaires de carrière en rupture de ban avec un état-major dominé par l'establishment travailliste ; des militaires qui,

emmenés par Ariel Sharon, allaient stabiliser le rapprochement progressif entre la droite ultranationaliste du Herout (« Liberté ») de Menahem Begin et les courants libéraux. Certes, en janvier 2006, Ariel Sharon était « neutralisé » politiquement par une seconde attaque cérébrale et c'est son bras droit Ehoud Olmert qui allait retirer le bénéfice électoral de la scission du Likoud, ce dernier mordant la poussière en passant de 37 à 12 sièges (sur 120) et Kadima recueillant directement 29 sièges. Mais Ehoud Olmert allait rapidement dilapider ce succès en engageant l'armée israélienne dans la guerre israélo-libanaise de l'été 2006 et en s'enfonçant dans une logique de non-négociation avec l'acteur politique dominant de l'Autorité palestinienne (AP), le Hamas, tout en poursuivant des négociations irréelles avec le Fatah, minoritaire, du président de l'AP, Mahmoud Abbas. Enfin, déjà politiquement donné pour mort depuis un an, Olmert a été achevé par le nombre d'enquêtes ouvertes à son encontre par la justice israélienne.

Ce n'est donc pas sur un fond de différends politiques que la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, s'est, petit à petit, opposée à Ehoud Olmert, mais bien sur une posture de « Madame Propre », adoptée depuis le conflit libanais de juillet 2006 et depuis les procédures ouvertes contre le Premier ministre démissionnaire. Auréolée d'une victoire à l'arraché lors des élections primaires organisées le 17 septembre au sein du parti Kadima, Tzipi Livni n'aura pas eu le loisir de goûter longtemps aux délices d'une présidence du Conseil que de trop nombreux observateurs lui tenaient pour acquise. Livni n'a pas survécu à un mois de négociations surréalistes et pointilleuses avec les Shas ultraorthodoxes (opposé à toute discussion sur le statut de Jérusalem) et avec l'Avoda d'Ehoud Barak, un parti d'autant plus désorienté idéologiquement que son chef, Ehoud Barak, peu préoccupé par la nécessité d'affronter les hypothèques politiques et économiques qui pèsent sur Israël, semble plutôt mû par une ivresse revancharde, lui qui ne s'est jamais remis de son échec politique de l'automne 2000, du déclenchement du

second soulèvement palestinien et de la confiscation par Ariel Sharon et Kadima de son fonds électoral : sécurité, répression et séparation, un triptyque magistralement incarné dans la « barrière » de séparation érigée en Cisjordanie occupée, entre autochtones palestiniens, d'une part, et Israéliens et colons, d'autre part.

Plus grave, alors que, fort de l'échec de l'unilatéralisme prôné par Kadima, le Likoud a récupéré son vivier électoral « centriste » et nationaliste « modéré », le Parti travailliste, lui, est littéralement vampirisé par Kadima et est en passe d'être rejeté aux marges du système politique israélien, avec des sondages qui ne lui donnent invariablement qu'une petite dizaine de sièges (sur 120). Bref, si Ariel Sharon projetait de déclencher un « big-bang » en cassant le Likoud, il semble, avec le recul, que c'est l'Avoda travailliste qui soit en définitive la principale victime de la fondation de Kadima. Pour conclure cette mise en bouche, il est possible de donner déjà rapidement quelques explications à cette déconfiture annoncée.

Sur le plan des tensions « ethniques » ou communautaires (entre Ashkénazes, Orientaux et Russes), le Parti travailliste est en état de catatonie. Lors des élections législatives de mars 2006 remportées par Kadima, le parti avait essuyé à la fois une victoire et une défaite. Une victoire, en ce sens que l'élection à sa présidence du dirigeant syndicaliste et « marocain » Amir Peretz avait attiré des centaines de milliers d'électeurs orientaux traditionnellement opposés à un Avoda

travailliste assimilé à l'ancien establishment ashkénaze. Une défaite, dès lors que l'accession à la présidence travailliste d'un « moustachu » et d'un « noir » avait encouragé des centaines de milliers d'électeurs et de donateurs ashkénazes à rompre avec leur vieux parti et à suivre des icônes travaillistes comme Shimon Pérès, Haïm Ramon et Daliya Itzik en partant avec armes, voix et bagages rejoindre Kadima.

Sur le plan diplomatique, Kadima a rompu avec la chimère unilatéraliste d'Ariel Sharon pour finalement reprendre peu ou prou la combinaison de fermeté militaire et de modération politique de l'époque de Yitzhak Rabin. Kadima se paie même le luxe d'adopter un langage dialoguiste avec l'Autorité palestinienne et un discours ferme envers les colons idéologiques, tandis que Barak, ministre de la Défense, ne cesse de troubler les observateurs en usant d'une main de fer à l'encontre des Palestiniens et d'une clémence étonnante envers les colons ultras. Le brouillage des pistes est tel qu'à ce stade, les travaillistes semblent avoir en outre renoncé à toute idée de fonder une coalition de centre-gauche sur les plans socioéconomique et diplomatique.

Nous reviendrons plus longuement en mars 2009 sur les nombreuses causes structurelles de l'agonie interminable du Parti travailliste, lorsqu'il s'agira d'interpréter les résultats du scrutin du 10 février prochain. ■